

N° DP 23/984

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE CONSENTIE A L'ASSOCIATION AVATH - COPROPRIETE LA VOILE BLANCHE - COMMUNE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande formulée par l'association l'AVATH visant à occuper le domaine privé métropolitain,

VU le projet de convention d'occupation précaire ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du lot en volume n°21 qui correspond notamment aux espaces publics en rez-de-jardin et rez-de-chaussée de la copropriété La Voile Blanche,

CONSIDERANT que l'association AVATH a sollicité l'autorisation d'occuper une partie de ces espaces, pour la création de deux terrasses extérieures dans le cadre de son projet de restaurant au sein de ladite copropriété, sis à TOULON, 30 rue Jean de Chaumont,

CONSIDERANT que suite à la validation du projet voté à la majorité des copropriétaires réunis en assemblée générale ordinaire le 22 mai 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation précaire accordée à l'association AVATH lui permettant d'occuper dans la copropriété La Voile Blanche, une superficie de 16 m² au rez-de-chaussée et de 20 m² en rez-de-jardin, pour la mise en place de deux terrasses situées à proximité immédiate du local destiné à accueillir son projet de création de restaurant, sis à TOULON, 30 rue Jean de Chaumont, conformément aux plans joints à la présente, pour une durée d'une année, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, moyennant une redevance annuelle d'occupation de 1 500 € HT soit 1 800 € TTC.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes perçues seront imputées sur le Budget Annexe Espaces d'Activités Entrepreneuriales, Innovantes et Universitaires 2024, section fonctionnement, article 752, opération 11007, service foncier.

La présente Décision sera

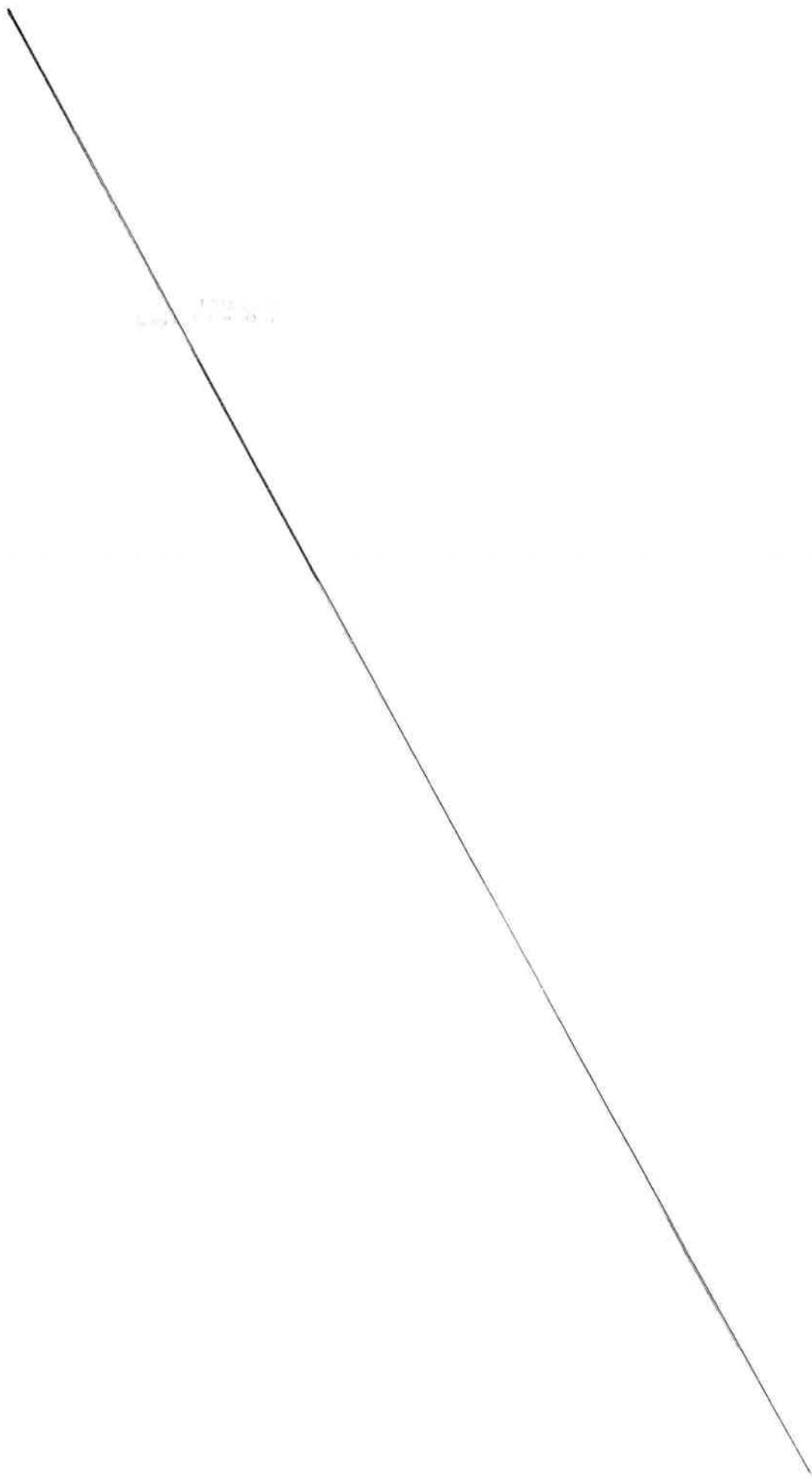
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **18 OCT.** 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE
CONSENTIE A L'ASSOCIATION AVATH**

COMMUNE DE TOULON

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

L'Association AVATH, représentée par Monsieur Pierre LAPORTE, Président en exercice, domiciliée Espace Lucien Forno, 531 A rue du Docteur Barrois, La Loubière, 83000 Toulon, enregistrée sous le numéro SIREN 313 402 232, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « l'occupant », ou le « bénéficiaire »,

D'autre part

EXPOSE PRÉALABLE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du lot en volume n°21 qui correspond notamment aux espaces publics en rez-de-jardin et rez-de-chaussée de la copropriété La Voile Blanche.

L'association AVATH a sollicité l'autorisation d'occuper une partie de ces espaces, pour la création de deux terrasses extérieures dans le cadre de son projet de restaurant au sein de ladite copropriété, sis à TOULON, 30 rue Jean de Chaumont.

Après validation du projet voté à la majorité des copropriétaires réunis en assemblée générale ordinaire le 22 mai 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à cette demande.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

L'Association AVATH représentée par Monsieur Pierre LAPORTE, Président, domiciliée Espace Lucien Forno, 531 A rue du Docteur Barrois, La Loubière, 83000 Toulon, est autorisé à occuper une partie des espaces publics appartenant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'une superficie de 16 m² au rez-de-chaussée et de 20 m² en rez-de-jardin pour la mise en place de deux terrasses situées à proximité immédiate du local destiné à accueillir son projet de création de restaurant, sis à TOULON, 30 rue Jean de Chaumont conformément aux plans joints à la présente.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 1 (une) année du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

La présente convention, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

Redevance d'occupation :

Cette mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de **1800 €**.

Impôts et taxes :

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations

quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Modalités de règlement :

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM FONCIER AVATH** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE

La présente convention est souscrite à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et d'une remise en état des lieux au 31 décembre 2024, dernier délai, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette convention ne dispense pas son bénéficiaire du respect des règlements d'urbanisme, notamment en matière de délivrance de permis de construire, de déclaration préalable ou d'autorisation de travaux.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celles relatives au Code du commerce. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

L'Occupant :

- Prendra les lieux en l'état sans pouvoir exiger aucuns travaux de la part de la Métropole à quel que titre que ce soit,
- S'engage à laisser un passage minimal d'1,40 mètre pour la circulation des piétons dans le respect de la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite,

- Devra souscrire et délivrer à la Métropole sur simple requête, les polices d'assurance qu'il est tenu de souscrire,
- Supportera tous les travaux nécessaires concernant l'aménagement des terrasses, y compris ceux incombant normalement à la Métropole. Il devra, au préalable, les soumettre pour accord à la Métropole et au syndicat des copropriétaires,
- Fera son affaire personnelle des aménagements nécessaires afin de permettre l'occupation des lieux en toute sécurité et supportera également l'entretien des installations et le nettoyage des lieux,
- Acquittera tous les impôts et taxes de toute nature (y compris l'impôt foncier) pouvant être dus en raison de l'occupation,
- Est responsablement civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- S'engage à ne procéder à aucune extension des terrasses sous peine de poursuite pour occupation sans droit ni titre d'une propriété privée,
- S'engage à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- S'engage à respecter les jours et horaires d'ouvertures du restaurant qui auront été autorisés par le syndicat des copropriétaires,
- S'engage à se conformer au règlement de copropriété,
- S'engage à ne pas se rendre responsable de trouble du voisinage, de nuisance diurnes et/ou de tapage nocturne,
- S'engage à signaler à la Métropole toutes informations utiles susceptibles d'avoir une incidence quelconque sur l'occupation et / ou la destination des lieux.

L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 6 – TRAVAUX

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

L'autorisation est strictement limitée à l'emprise nécessaire à l'implantation des deux terrasses ouvertes, tel que matérialisé sur les plans en annexes, qui ne devront en aucun cas comporter des installations avec emprise.

Article 7 – EXCLUSION DE RESPONSABILITE

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit.

Elle ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournement des bien installé sur sa propriété.

L'occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ou de la copropriété sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Sauf travaux d'urgence, l'occupant en sera informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature des travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles.

Article 8 – ASSURANCES

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Les polices d'assurance souscrites par l'occupant devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part de l'occupant que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

8-1 : Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses salariés ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

8-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si

après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention d'occupation sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par le Propriétaire et l'Occupant, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 10 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 11 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et

libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Président de l'association
AVATH,

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée,

Pierre LAPORTE

Jean Pierre GIRAN

MAITRISE D'OUVRAGE
ASSOCIATION AVATH



Espace Lucien Forno
531A Rue Dr. Barrois
La Boulière
83 000 Toulon
Tel 04 94 10 18 00 - Fax 04 94 10 18 09


AMENAGEMENT D'UN LOCAL COMMERCIAL EN RESTAURANT
RESIDENCE LA VOILE BLANCHE - SITE CHALUCET A TOULON

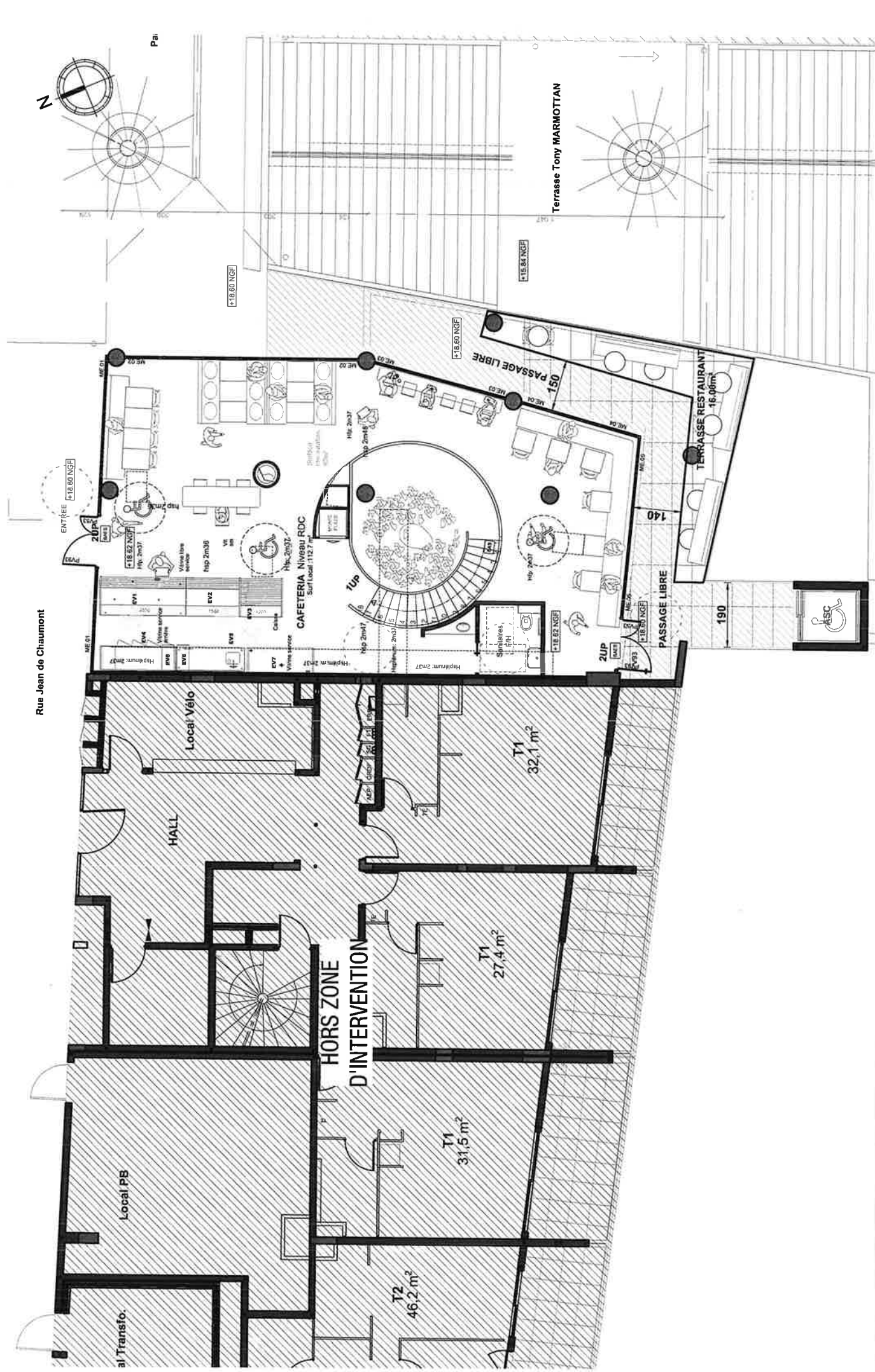
MAITRISE D'OEUVRE

ATELIER 5 ARCHITECTES
5 RUE GOZZA
83 000 TOULON
Tél : 04 91 41 90 50
Mail : contact@atelier5.fr



AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE

BUREAU DE CONTROLE		SEPT 2023	11-121	Ech :
 SOCOTEC 215 Bd AMIRAL DE GRASSE 83 000 TOULON Tél : 04 94 22 03 42 Mail : bruno.laurent@socotec.com			Modification du:	
			AOT	



Rue Jean de Chaumont

Pa

N

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF


15.84 NGF

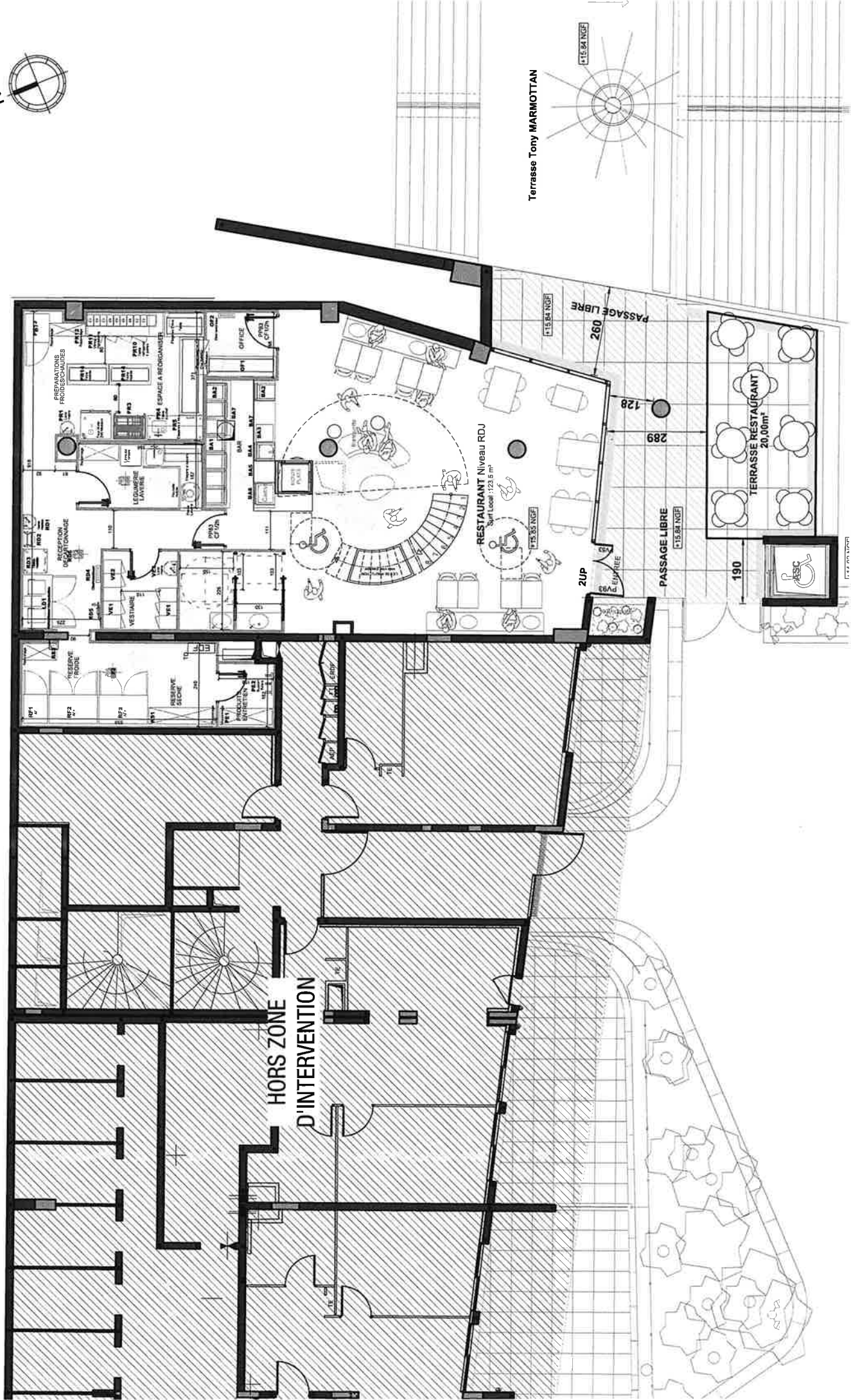
15.84 NGF



15.84 NGF

15.84 NGF

15.84 NGF

<div> AVATH-HERMITAGE</div>	MAITRISE D'OUVRAGE	ASSOCIATION AVATH Espace Local 1000 53718 Rue de Basse - La Courbe 83 000 Toulon Tel 04 94 10 15 00	MAITRISE D'OEUVRE	AMENAGEMENT RESTAURANT AVATH	AOT	SEPT. 2023
				PLAN DE NIVEAU RDC PROJET - AOT	1	Ech : 1/100



MAITRISE D'OUVRAGE		MAITRISE D'OEUVRE		AMENAGEMENT RESTAURANT AVATH		AOT	SEPT. 2023	
<div><div>AVATH-ERMITAGE</div></div> <div>ASSOCIATION AVATH Espace L'union Form 5314 Rue Dr Baudouin - L. Louvière 83 000 Toulon Tel 04 94 10 18 00</div>		<div><div>ATELIER 5 architectes</div></div> <div>ATELIER 5 ARCHITECTES S.A et al Baza 63 000 Toulon 18 04 94 41 90 50</div>		PLAN DE NIVEAU RDJ PROJET - AOT			1	Ech : 1/100

